

Commémorer 150 ans

Jean-Marie Lebel

Numéro hors-série, 1998

L'Institut Canadien de Québec, 150 ans d'histoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/8718ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lebel, J.-M. (1998). Commémorer 150 ans. *Cap-aux-Diamants*, 16–21.

COMMÉMORER 150 ANS

PAR JEAN-MARIE LABEL

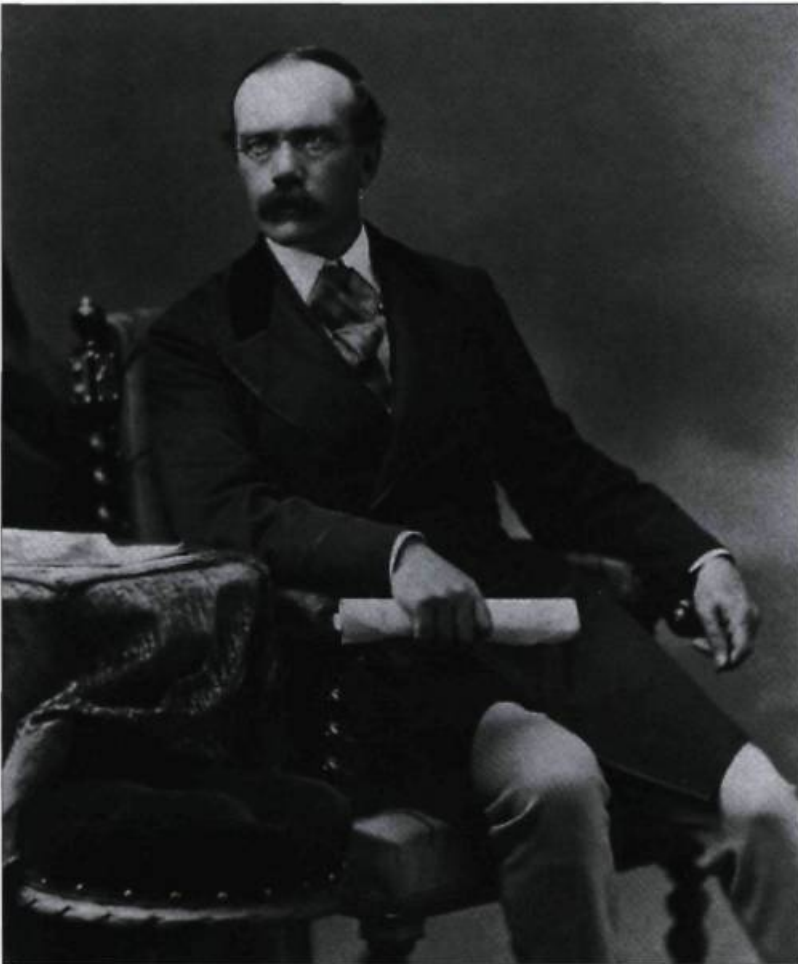
«Le temps n'est plus un sablier qui use son sable, mais un moissonneur qui noue sa gerbe.»

Antoine de Saint-Exupéry, *Citadelle* (1948)

Les institutions, comme bien des individus, oublient parfois leur âge. Du moins ils n'y pensent point tous les jours. Puis surviennent des anniversaires majeurs à chaque quart ou demi de siècle qu'ils ne peuvent contourner. Ils tirent alors fierté de leur âge et se montrent, un moment, à la fois nostalgiques et confiants en l'avenir. Ces défis au temps sont soulignés par des discours, des plaques commé-

où l'on s'arrête pour jauger le passé et sonder l'avenir.»

Les associations qui ont actuellement 150 ans d'âge au Québec ne sont pas légion. À Québec, la plus vieille ville française d'Amérique, les doigts d'une seule main suffisent à les dénombrer : la Confrérie de la Sainte-Famille établie par M^{gr} François de Laval, la Quebec Literary and Historical Society mise sur pied sous le patronage du gouverneur Dalhousie en 1824, la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec fondée en 1842 par le D^r Pierre-Martial Bardy, la Société Saint-Vincent-de-Paul créée à Paris et introduite à Québec en 1846, et L'Institut Canadien de Québec qui vit le jour en 1848.



C'est à Louis-Joseph-Cyprien Fiset que Marc-Aurèle Plamondon fit d'abord part de son intention de créer un institut canadien à Québec. Photographie Notman, 1872. (Collection privée).

moratives, des prix, des expositions, des albums-souvenirs. Gestes de promotion et d'«autocongratulation» certes, mais aussi expressions de reconnaissance et moments de réflexion. Alphonse Désilets disait lors du centenaire de L'Institut Canadien en 1948 : «Les anniversaires d'institutions comme la nôtre sont des paliers

Longue histoire donc que celle de L'Institut Canadien. Fondé «dans un monde dont le rythme était réglé par le pas du cheval», selon l'expression de l'écrivain Bernard Clavel, L'Institut s'apprête à entrer dans le troisième millénaire. Qu'ont en commun les contemporains de Victor Hugo et ceux de Bill Gates? S'agit-il toujours du même Institut Canadien? Peut-être vaudrait-il mieux parler de plusieurs «instituts canadiens»? Dans une ville de Québec qui a connu la perte de son rôle de capitale du Canada-Uni, le départ de la garnison britannique, la disparition de la construction navale et du commerce du bois, la fin de l'industrie de la chaussure et de la corseterie, la crise de la Conscrition, la Grande Crise, le duplessisme, la Révolution tranquille, l'étalement urbain et le déclin de son centre-ville, L'Institut Canadien a poursuivi durant un siècle et demi ses activités. Il s'est adapté, transformé, modernisé et, tout en demeurant lui-même, est devenu autre.

DES MISSIONS TOUJOURS À REDÉFINIR

On ne demanderait pas à une ville de s'être figée ou de demeurer telle qu'elle était il y a 150 ans. Pourtant, lorsqu'une institution célèbre un anniversaire important, on s'attend à ce qu'elle s'interroge sur son évolution et les buts des fondateurs. C'est ce que Jean Bruchési, alors président de L'Institut, appelait, en 1948, «notre fidélité à l'idéal des fondateurs».

Il faudrait d'abord s'entendre sur cet idéal. Le but principal de L'Institut Canadien est, selon l'acte d'incorporation de 1848 : «Opérer la réunion de tous les jeunes Canadiens, les porter à l'amour et à la culture de la science et de l'histoire, et les préparer aux luttes plus sérieuses de l'âge mûr». La mission d'éduquer les jeunes gens se veut donc le but principal à l'origine. Par «jeu-

nes gens», on désignait à l'époque les «jeunes hommes» dans la vingtaine. Un Marc-Aurèle Plamondon n'avait que 25 ans et un Octave Crémazie, 21 ans. Ce fut d'ailleurs pourquoi Étienne Parent félicitait les dirigeants : «Votre Institut est pour la jeunesse une école de haut enseignement mutuel ; elle y trouve de beaux exemples à suivre et le sujet d'une noble émulation». À une séance de L'Institut en 1879, M^{re} Charles-Félix Cazeau, vicaire général, ajoutait : «Votre société a pour but d'établir une louable émulation parmi ses membres et de les encourager à cultiver les dons de l'intelligence qu'ils ont reçus de Dieu, l'auteur de tout don parfait, comme le dit l'apôtre saint Jacques.»

À la mission d'éduquer se joignit, et fut de plus en plus soulignée dans les décennies suivantes, la défense de la nationalité canadienne-française. D'ailleurs, par Institut Canadien, il faut entendre canadien-français. En 1848, il y avait à Québec, les Canadiens (les citadins d'origine française), les Anglais, les Écossais et les Irlandais. Chacun des groupes avait ses institutions. Étienne Parent disait aux membres de L'Institut : «Poursuivez votre œuvre nationale avec constance et si jamais notre race joue un rôle distingué dans l'histoire de l'Amérique, votre Institut aura droit, j'en suis sûr, d'en réclamer en grande partie le mérite et la gloire.» Trente-quatre ans après la fondation, en 1882, Marc-Aurèle Plamondon dira que l'un des buts de L'Institut fut «de faire aimer la patrie en faisant mieux connaître son histoire et ses ressources, de travailler en un mot à rendre notre race ce qu'elle doit être ici, la première chez elle.»

À la défense de la nationalité canadienne-française, on en vint à adjoindre le culte de la langue française et le développement d'une littérature québécoise. Honoré-Julien-Jean-Baptiste Chouinard déclarait en 1882 : «Nous sommes une société littéraire, vouée au culte de la langue française, consacrant tous ses efforts à populariser, à développer de plus en plus notre littérature franco-canadienne.» Et voici ce que l'on inscrivit en 1948 sur la plaque de marbre du centenaire de L'Institut : «Fondé en 1848 par un groupe de jeunes Québécois pour entretenir chez leurs compatriotes le culte de l'esprit français.»

Cet Institut se déclara d'abord ouvert à «tous les jeunes Canadiens». Louis-Philippe Turcotte disait de L'Institut en 1874 : «Il n'est ni un club politique, ni une réunion de favorisés. Au contraire, il est ouvert à toutes les personnes respectables, sans distinction de partis politiques, sans égard aux positions sociales.» Puis, il y eut glissement d'intention et on en vint à parler de la formation d'une élite. Le concours littéraire intercollégial organisé en 1948 par L'Institut avait comme sujet imposé : «L'élite intellectuelle canadienne-française et son influence depuis cent ans». En

1949, Alphonse Désilets, alors secrétaire de L'Institut, soulignait : «L'Institut Canadien continue l'œuvre de ses fondateurs : il contribue à l'enrichissement intellectuel d'une élite...»

UNE HISTOIRE À RACONTER

À plus d'une reprise, souvent lors d'inaugurations ou d'anniversaires, L'Institut Canadien s'est penché sur son histoire et a ressassé les «hauts faits» de son évolution. Les *Annuaire de l'Institut*



M^{re} Charles-Félix Cazeau, vicaire général de l'archidiocèse de Québec, surveillait de près les activités de L'Institut Canadien. (Portrait de Théophile Hamel. Autrefois à la Résidence des jésuites, aujourd'hui en dépôt au Musée de l'Amérique française).

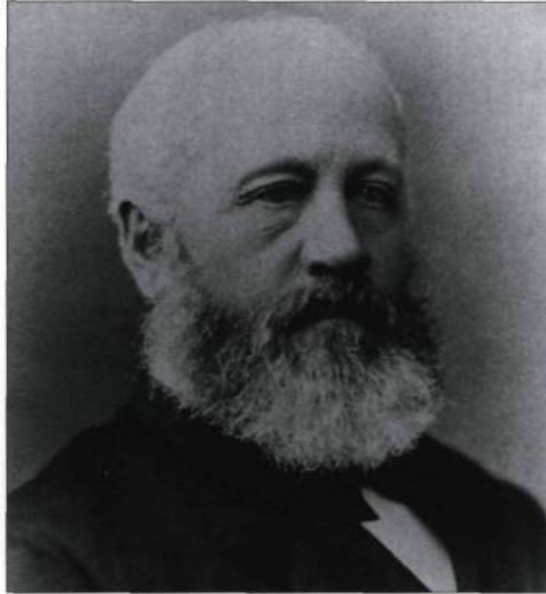
canadien de Québec, qui parurent de 1874 à 1889, contiennent quelques réminiscences. Louis-Philippe Turcotte fut le premier mémorialiste de L'Institut.

Le centenaire provoqua plusieurs études historiques. Damase Potvin, qui se disait «publiciste» et était un auteur prolifique, fut mandaté par L'Institut pour en raconter l'histoire dans une longue série d'articles publiée par *Le Soleil* et *L'Action catholique* en 1947 et 1948. Jean Bruchési, président de L'Institut, publia un historique de L'Institut dans les *Cahiers des Dix* en 1947. De larges extraits de son étude furent repris dans la brochure illustrée du centenaire, tirée à 2 000 exemplaires en 1948 : *L'Institut Canadien de Québec 1848-1948. Annales du centenaire*. Alphonse Désilets publia un article sur «Les fondateurs de L'Institut Canadien» dans la *Revue de l'Université Laval* en avril 1948 et supervisa la production de l'ouvrage du centenaire qui parut en 1949 : *Les cent ans de l'Institut canadien de Québec 1848-1948. Compte rendu des fêtes du Centenaire en septembre 1948*.

Des médias se sont intéressés à l'histoire de L'Institut. De nombreux articles de journaux et des causeries à la radio ont souligné les anniversaires

res. Léon Bernard publia, en 1968, dans le magazine à grand tirage *Perspectives* : «L'Institut canadien de Québec : 120 ans au service du Canada français». Finalement, le journaliste Louis-Guy Lemieux a inauguré le 24 janvier 1998 les publications à l'occasion du 150^e anniversaire en publiant dans *Le Soleil* : «L'Institut Canadien a 150 ans. 1848 : une lueur dans un désert culturel».

Devenu sujet d'études universitaires, deux travaux de maîtrise en histoire à l'Université Laval



Lorsque Jules-Ernest Livernois photographia Marc-Aurèle Plamondon, celui-ci, avec sa barbe de patriarche, était devenu juge et un personnage respectable. (Collection privée).

ont été consacrés à L'Institut. En 1984, Daniel Gauvin complétait sa thèse : *L'Institut canadien et la vie culturelle à Québec (1848-1914)*. Quatorze ans plus tard, en 1998, Fernand J. Hould, ancien président de L'Institut, a déposé ce mémoire : *L'Institut canadien de Québec (1848-1908), agent de promotion de la vie culturelle à Québec : mythe et réalité*.

Les histoires de L'Institut reposent d'abord et avant tout sur les documents que L'Institut a lui-même produits et qu'il conserve en grande partie dans sa «voûte des archives». Là, sont logés ses registres, ses annuaires, ses rapports d'assemblées générales, ses livres de comptabilité, ses plans et maints autres documents. Les archives de l'association furent longtemps confiées à la garde des secrétaires de L'Institut. Pouvait-on trouver plus fiables gardiens de documents précieux que les notaires? Dès les débuts, ce fut à un notaire que l'on confia les archives : Jean-Baptiste Chartier. Plus tard, d'autres notaires lui succédèrent : les Philippe Huot, Cyrille Tessier, Jean-Baptiste Delâge et Joseph-Gonzague Couture. Ce dernier en fut le gardien pendant plus d'un demi-siècle, de 1885 à 1936. L'autre source importante utilisée par les historiens de L'Institut est la presse de Québec qui a consacré des articles et des éditoriaux à L'Institut, souvent des appuis, des historiques, des panégyriques, des

promotions ou des comptes rendus d'activités, mais aussi, à l'occasion, des recommandations, des critiques et des analyses. Les documents-mouvements ne disent pas tout. Une institution fonctionne en faisant silence sur une partie d'elle-même.

DES ORIGINES À RETRACER ET UN FONDATEUR À TROUVER

La nature humaine porte bien peu d'intérêt aux origines des institutions qui ont eu courte vie. Toutefois, plus l'existence d'une institution se prolonge, plus les origines intriguent et fascinent. Elles entrent dans la légende. D'ailleurs, la plupart des études consacrées à L'Institut Canadien ne se préoccupaient que de ses origines et ses débuts.

Les origines de L'Institut s'inscrivent dans la fièvre associative qui a vu naître en Europe et en Amérique des cercles, sociétés, associations et instituts dans toutes les sphères d'activités et dans toutes les villes. L'historien français Maurice Aghulon, qui s'est beaucoup intéressé à ce qu'il a appelé la «sociabilité» (la formation de mouvements associatifs), disait : «l'association commence aisément par un groupe d'amis, d'habitues avant d'arriver au groupe organisé et constitué ; c'est le passage de l'informel au formel». Ce fut aussi le cas de L'Institut.

L'Institut eut de très nombreux fondateurs et longtemps on n'en connut point le nombre exact. La tradition désignait comme «fondateurs» les individus qui avaient participé à la réunion du 17 janvier 1848 dans une salle du Parlement. Et leur nombre variait selon les estimations de 150 à plus de 200. Certes, des noms étaient connus, mais de nombreux autres demeuraient dans l'ombre. On savait, comme le soulignait Chouinard, que les fondateurs «étaient tous dans la fleur de la jeunesse». Peu à peu, L'Institut voulut «son» fondateur. Marc-Aurèle Plamondon, le premier président actif de L'Institut, fut longtemps vu comme un fondateur parmi les autres fondateurs présents à la fameuse réunion de 1848. Pour un Institut qui se voulait conservateur et respectueux de l'Église, proclamer Plamondon fondateur fut d'abord difficile. Il était un «rouge» et avait été membre de l'Institut canadien de Montréal condamné par M^{re} Ignace Bourget. Lors de l'inauguration des nouvelles salles de L'Institut en 1882, Plamondon, peut-être par ruse ou tout simplement pour rétablir les faits, mit clairement en évidence son rôle dans la fondation de L'Institut Canadien de Québec en déclarant : «Un matin de novembre 1847, arrivant de Montréal où j'avais assisté à une réunion publique de l'Institut, je rencontrai, dans la rue Sous-le-Fort, un ami d'enfance, qui s'occupait beaucoup de littérature et qui depuis a publié des poésies charmantes et bien appréciées, M. L.-J.-C. Fiset... Je lui fis part

des résultats remarquables obtenus à Montréal et lui proposai de fonder ici un Institut sur des bases semblables. Il acquiesça à ce projet.»

L'ouvrage *Les Cent ans de l'Institut canadien de Québec*, publié en 1949, porte en frontispice le portrait de Plamondon et stipule en toutes lettres : «Fondateur de L'Institut Canadien en 1848». L'Institut avait désormais son fondateur. Mais Alphonse Désilets avait contribué à le rendre acceptable dans la *Revue de l'Université Laval* en

moins intense, plus ou moins complaisant, des générations de mémorialistes, de chroniqueurs et d'historiens précisent le découpage, commentent et analysent l'évolution.

Les premières années de L'Institut Canadien, 1847 à 1850, ont été maintes fois racontées et étudiées. On a cherché à leur trouver bien des explications et des significations. Il ne faut cependant point perdre de vue l'essentiel : ces jeunes gens voulaient un lieu pour se rencontrer,



Le conseil d'administration de L'Institut en 1955. On aperçoit, au centre, Jean Bruchési. (Archives de L'Institut Canadien).

avril 1948. Après avoir reconnu les liens de Plamondon avec l'Institut canadien de Montréal, Désilets affirmait : «En fondant L'Institut Canadien de Québec, Marc-Aurèle Plamondon voulut éviter les erreurs du mouvement montréalais ; il en prévint ses collègues québécois. Sa prudente pondération a prévu les écarts de la pensée et inspiré tout son œuvre». Les affirmations de Désilets ne reposent sur aucun fondement historique. Plamondon fut un «rouge» et un libéral jusqu'à la fin. Ce sont des Québécois modérés qui firent de L'Institut de Plamondon un sage Institut prenant ses distances de celui de Montréal.

DES ÉTAPES À ÉTUDIER

En prenant de l'âge, lorsqu'elles scrutent leur passé, les institutions les découpent en périodes. On y entend des expressions telles que «du temps de», «à l'époque où», «c'était avant ou après tel événement». Jetant un regard plus ou

discuter et lire les journaux. Le bonheur à cette époque de lire les journaux, sans cesse plus nombreux et qui voyageaient de plus en plus rapidement, chargés de polémiques et de connaissances, peut se comparer à notre bonheur de naviguer sur Internet. Le rôle du libraire Octave Crémazie, qui a garni les rayons de la bibliothèque, fut souvent rappelé après qu'il devint un célèbre poète. Mis sur pied par des jeunes gens, L'Institut s'adressait d'abord à «tous les jeunes Canadiens». Les fondateurs perdront un peu de leurs illusions. Louis-Philippe Turcotte déplorait en 1874 que «la plupart des jeunes gens mettent plus d'empressement à visiter les salons et les hôtels que les bibliothèques et les salles de lecture».

De 1850 à 1855, L'Institut connut des heures difficiles. Des dissensions internes l'ébranlèrent. Des «rouges» et des modérés s'y affrontèrent, entre autres en 1850 lors de la question du renvoi du journal *l'Avenir*. Les séances de discussions heb-

domadaires furent abolies. Philippe-J. Jolicœur, président de L'Institut en 1858-1859, dira : « Il fut un temps où les antipathies et les dissensions politiques eurent leur écho jusqu'au milieu de notre association, et menacèrent un instant son existence ». Une grande période de déclin pour L'Institut suivit. Turcotte, en 1874, la faisait commencer en 1859 lorsque le gouvernement du Canada-Uni cessa son « octroi annuel » et que s'ensuivit la désaffection des membres. Une dette considérable fut contractée. Turcotte

bibliothèque commença donc à jouer le rôle d'une bibliothèque municipale, et cela avant de le devenir officiellement, en 1897.

À compter de 1882, L'Institut connut des heures de fierté. Il possédait enfin son propre édifice dans la côte de la Fabrique. Mais, le bonheur ne pouvait durer. En 1889, un incendie endommageait l'édifice. Puis, la Ville l'expropria pour élargir la rue. L'Institut se débattit en vain, puis accepta les offres des autorités municipales qui lui parurent intéressantes. Logé à l'hôtel de ville, L'Institut fit de sa bibliothèque de club privé une bibliothèque ouverte à tous, devenant la bibliothèque municipale dont voulait se doter la Ville. L'Institut se chargeait d'un lourd mandat, mais assurait ainsi sa survie.

De 1898 à 1932, L'Institut Canadien mena une vie plutôt tranquille au sein de l'hôtel de ville. Il augmenta et diversifia ses collections et, longue tâche, remplaça son catalogue imprimé par un catalogue sur fiches. Dans les années 1932 à 1944, L'Institut vécut d'abord des heures heureuses dans le tout nouveau Palais Montcalm. Mais le drame éclata en 1940-1941 quand le maire Lucien Borne arracha à L'Institut sa salle de lecture. De nouveau, il était forcé de déménager. Serait-il donc condamné à une éternelle vie d'errance? À compter de 1950, alors que sa bibliothèque centrale semblait enfin bien établie depuis 1944 dans l'ancienne église Wesley, L'Institut établit les premiers fondements d'un réseau de succursales dans la ville. L'Institut avait toujours maintenu ses conférences, puis présenté régulièrement des concerts depuis 1934, mais la dimension « club social » connut un nouveau souffle à partir de 1965 sous la présidence du D^r Gustave Lachance. Des comités culturels furent créés et les « Lundis de L'Institut » furent instaurés.

Les années 1964 à 1981 furent marquées par une série de démarches pour obtenir la construction d'une grande bibliothèque centrale à Québec. La bibliothèque Centrale, alors logée au sous-sol de l'ancienne église Wesley, n'était plus digne d'une ville de la taille de Québec. Les démarches de Roland Nadeau, devenu premier directeur général de L'Institut en 1965, furent nombreuses. Des négociations parfois laborieuses impliquèrent le ministère des Affaires culturelles, la Ville de Québec et L'Institut Canadien. En 1974, la ville d'Ottawa se dota d'une nouvelle bibliothèque publique. Avec quelques complices, Gérard Martin, membre de L'Institut et directeur du Service des bibliothèques publiques au ministère des Affaires culturelles, fit inviter à l'inauguration une délégation de Québec. En cette soirée du 9 mai 1974, le maire de Québec, Gilles Lamontagne, ébloui par la nouvelle bibliothèque de la capitale fédérale, déclara à plusieurs personnes : « Nous fondons ce soir même la Bibliothèque de Québec. » À la fin de la même



Monsieur le maire a reconnu, quelques instants plus tard, l'indignité de l'aide accordée par la ville à notre bibliothèque municipale.

Caricature parue dans *L'Action catholique* du 27 juillet 1965 qui soulignait l'aide financière insuffisante accordée par le maire Wilfrid Hamel. (Archives de L'Institut Canadien).

dira en 1876 : « L'Institut languit ainsi pendant une dizaine d'années. Son existence fut fortement menacée, et l'on parla plusieurs fois de tout abandonner et de vendre la bibliothèque et l'ameublement. » Au début de 1870, un rapport annuel reconnaissait que L'Institut était réellement dans un état de décadence.

La situation de L'Institut se redressa toutefois rapidement sous la présidence du marchand Théophile Ledroit, homme d'affaires habile, et la dette était éteinte dès 1871. L'Institut était sauvé. « Les beaux jours de l'Institut renaissaient pour ne plus être interrompus », se réjouissait Turcotte. Le dévouement de ce dernier, en tant que bibliothécaire et président au cours des années 1870, solidifia L'Institut. Jusqu'alors réservée aux membres, la bibliothèque devint accessible aux épouses et à leurs enfants d'âge majeur. Ceux-ci pouvaient maintenant emprunter des volumes avec la carte de membre du chef de famille. La bi-

année, Philippe Sauvageau devenait le second directeur général de L'Institut. Gérard Martin prophétisait alors que Sauvageau ferait de la bibliothèque un modèle pour tout le Québec.

Les événements se bousculèrent. L'adoption en 1978 du Plan directeur de L'Institut Canadien s'inscrit dans la lignée de la charte de l'Unesco pour les bibliothèques publiques. Celles-ci ne seraient plus réservées qu'aux livres, mais s'ouvriraient à une grande variété d'activités et de supports d'informations et de connaissances. Ce que confirmera l'inauguration de la nouvelle bibliothèque centrale (Gabrielle-Roy), en 1983. L'Institut fit de la bibliothèque municipale de Québec, devenue la Bibliothèque de Québec, un dynamique réseau de bibliothèques de quartier soutenu par une bibliothèque centrale. Un vaste programme de restauration et de construction dota chacun des quartiers d'une bibliothèque.

Une ère nouvelle a débuté en 1995. Le présent directeur général, Jean Payeur, a piloté l'adoption du plan stratégique de développement de L'Institut Canadien. Abandonnant sa dimension «club social» qui subsistait depuis le XIX^e siècle (les conférences puis les «Lundis de L'Institut» avaient été le rendez-vous d'une élite intellectuelle et bourgeoise), L'Institut décida de mettre l'essentiel de ses efforts sur le client de ses bibliothèques et de lui fournir tous les «outils nécessaires» afin qu'il «puisse exercer pleinement son rôle de citoyen, de parent et d'être humain à la recherche de l'équilibre et du bonheur». On peut supposer, pur plaisir de l'esprit, que Marc-Aurèle Plamondon, Octave Crémazie et les autres pionniers n'auraient pas eu trop d'objections.

DES LIEUX POUR SE SOUVENIR

Une institution a besoin de lieux pour se resourcer. L'Institut Canadien de Québec a égaré bien des souvenirs dans ses déménagements et perdu quelques-uns de ses lieux de mémoire. L'hôtel Blanchard, où l'on mijota sa fondation, a fait place à une maison reconstituée de la place Royale. Le Parlement et la maison Simard où il logea d'abord ont fait place respectivement aux monuments de George-Étienne Cartier et de M^{re} François de Laval. Ses salles au-dessus de la Caisse d'économie de la rue Saint-Jean ont été remplacées par des logements et la Caisse par la boutique Bedo. Il ne reste pas une brique de la maison Bilodeau démolie. À l'hôtel de ville et au Palais Montcalm, rien ne rappelle le séjour de L'Institut.

Le principal lieu de mémoire de L'Institut Canadien est l'ancienne église Wesley de la rue Saint-

Stanislas. Dans l'esprit de bien des Québécois, cet édifice est indissociable de L'Institut. Il en fit d'ailleurs son havre à compter de 1944 et y loge encore sa bibliothèque Vieux-Québec et la Salle de L'Institut. On peut y voir trois plaques commémoratives soulignant le centenaire de L'Institut en 1948 : l'une en marbre dans le vestibule de la bibliothèque et deux en bronze sur le mur extérieur du côté de la rue Dauphine. Devant le parvis de l'ancien temple méthodiste, une petite place triangulaire est dite, depuis 1955, place de



L'Institut Canadien. Un chêne fut planté à cette occasion.

Ironie du sort, L'Institut, qui prôna longtemps son attachement au catholicisme, s'est installé dans d'anciennes églises protestantes, préservant ainsi un riche patrimoine. Ce fut d'abord l'ancienne église Wesley en 1944, puis, en 1980, la belle église St. Matthew qui abrite la bibliothèque Saint-Jean-Baptiste. Depuis les années 1980, L'Institut a rattrapé le temps perdu et s'est fabriqué de toutes pièces de nombreux lieux de mémoire : la bibliothèque Gabrielle-Roy et les nouvelles bibliothèques de quartier. Pour la nouvelle génération de Québécois, ils sont les seuls édifices associés à L'Institut Canadien. Toutefois, au cours de l'année du 150^e anniversaire, des événements, des expositions et des publications évoqueront L'Institut Canadien des générations précédentes. Ainsi se crée et se perpétue la mémoire. ♦

De gauche à droite, les maires Gilles Lamontagne (1965-1977) et Jean Pelletier (1977-1989), le directeur général Philippe Sauvageau, trois maîtres d'œuvre de la modernisation et de l'expansion de la Bibliothèque de Québec. Les photographes Kedl, 1983. (Archives de L'Institut Canadien).

Jean-Marie Lebel est historien et spécialiste de l'histoire de la ville de Québec. Il est l'éditeur délégué pour ce numéro hors série de *Cap-aux-Diamants*.